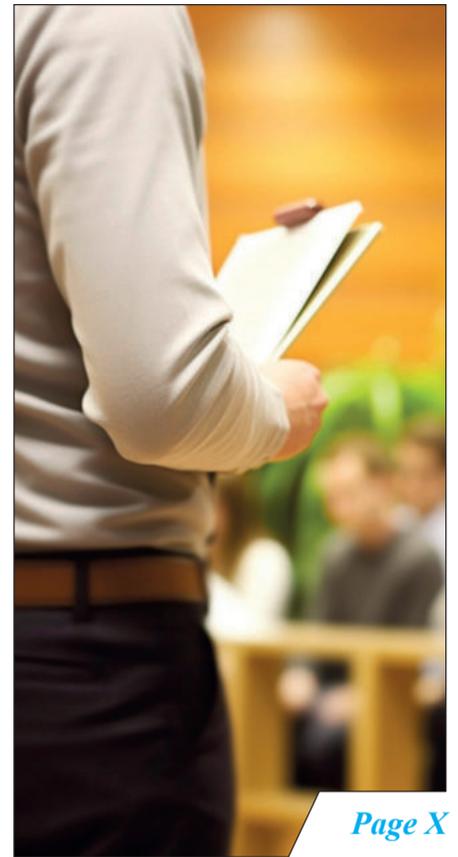


L'ECONOMISTE CAMPUS



Formation continue Une loi pour rien?

Page VIII



Page X

■ Convertir son expérience en diplôme: Le dispositif traîne!



Page VII

■ Certificat vs diplôme: Les plus et les moins

Oseriez-vous un MBA en ligne?



Page XI

Salariés: Sous quel régime se former à l'université



Page VI



Retourner à l'école: Les clés

■ Définir en amont ses besoins en formation et compétences

■ Planning, matrice d'Eisenhower... Composer avec la contrainte du temps

■ Plan de suivi, travail en groupe, célébrations...

QUE l'on soit en quête de nouvelles compétences ou à l'affût d'une promotion, la formation continue peut représenter un tremplin pour un nouveau tournant dans une carrière. Néanmoins, ce retour sur les bancs de l'école constitue un réel challenge à relever, nécessitant à la fois investissement personnel, proactivité ainsi qu'une organisation millimétrée, quels que soient l'âge et la situation



Pour réussir sa formation continue, les experts conseillent aux professionnels de se montrer organisé et proactif. La motivation et la confiance en soi constituent, également, des points forts à ne pas négliger

professionnelle. Suivez le guide... Avant même de se lancer dans ce type de formation, il convient en pre-

mier lieu de définir clairement ses objectifs, et d'identifier ses motivations. Une étape cruciale qui revient à repérer ses besoins en formation, ainsi que les compétences que l'on souhaite acquérir. «Définir des objectifs spécifiques alignés à vos besoins vous aideront à choisir la formation adéquate à suivre», confie dans ce sens Youssef Rharib, consultant en orientation professionnelle, coach et DG du centre d'orientation Bridge to Study. «Apprendre à se projeter positivement dans l'avenir est essentiel dans ce type de cursus. Il faut percevoir la formation comme une opportunité et non comme une contrainte», complète Meryem Chami Khazraji, directrice Executive Education, des relations institutionnelles et partenariats entreprises chez Essec Afrique. Ce qui implique d'être convaincu de la valeur ajoutée de ladite formation, et d'en conscientiser les bénéfices en l'acceptant avec enthousiasme et bienveillance, selon l'experte.

La démarche inclut le choix du programme, de l'établissement et des méthodes d'apprentissage adaptées.

«La réussite de la formation dépend également du savoir-faire de ses formateurs, d'où l'importance d'opter pour un établissement réputé», ajoute le spécialiste.

Une fois la formation entamée, la première difficulté des participants sera d'apprendre à composer avec la contrainte du temps que le retour à l'école impose, en mettant en place un planning, et en essayant de s'y

Les attitudes à adopter



- Curiosité
- Ouverture d'esprit
- Flexibilité
- Engagement
- Sérieux
- Persévérance

Appliquer ses connaissances sur le terrain

IL est crucial d'apprendre à privilégier une approche pratique en formation continue. Dans ce sens, séparer totalement l'apprentissage du contexte professionnel peut rendre difficile l'application sur le terrain des connaissances acquises en cours. «La théorie seule ne suffit pas. Négliger la mise en pratique des connaissances nouvellement acquises peut réduire

sensiblement leur efficacité et leur rétention», explique Youssef Rharib, consultant en orientation professionnelle, coach et DG du centre d'orientation Bridge to Study. «Les expériences pratiques renforcent la compréhension et aident les participants de ces formations à développer des compétences qui soient réelles et palpables sur le terrain», complète ce dernier.

FORMATION CONTINUE

DESIGN D'INTÉRIEUR | DESIGN DE MODE |
ARTS CULINAIRES ET HÔTELLERIE | ARTS
NUMÉRIQUES | GESTION ET COMMERCE

- Formations certifiantes et qualifiantes
- De courte durée
- En groupe ou à la carte
- En soirs et weekends (horaires flexibles)

INSCRIPTIONS OUVERTES

pour s'adapter, et surtout, rester motivé!

tenir. Cela offre aux professionnels un cadre structuré, favorise la discipline et contribue significativement à l'atteinte de leurs objectifs. «*La vie professionnelle et personnelle peut présenter des imprévus et conduire à des retards ou à une désorganisation entravant l'efficacité. Un planning structuré permet de s'adapter à ces contraintes externes tout en maintenant une progression constante dans la formation*», insiste l'expert en orientation.

Parmi les outils organisationnels sur lesquels les professionnels peuvent s'appuyer, la matrice d'Eisenhower. Cette dernière permet de répartir les tâches en fonction de leur importance et de leur urgence. «*Les tâches les moins importantes peuvent être déléguées tandis que les moins urgentes doivent être replanifiées*», précise l'expert.

Parmi les moteurs conditionnant également la réussite en formation continue, la motivation, qui occupe une place centrale. Il convient de la maintenir en gardant à l'esprit ses objectifs, et en restant concentré sur les avantages à long terme de la démarche. «*La motivation procure aux professionnels suivant ces formations les ressources et l'énergie nécessaires pour étudier. Si vous sentez qu'elle s'éloigne, rappelez-vous les raisons qui vous ont poussé à vous lancer dans cette aventure*». Il est conseillé dans ce sens de suivre et de célébrer ses progrès de manière continue, et d'élaborer un plan de suivi. «*Le plan*

de suivi permet, d'une part, de rester sur la bonne voie, et, d'autre part, de prendre des mesures correctives si nécessaire», assure le consultant.

Pour booster sa confiance en soi et se sentir ainsi «*crédible*» durant les cours, il est conseillé de lister l'ensemble de ses réussites passées ainsi que les talents, les qualités et les compétences qui y ont contribué

de près ou de loin. Il est aussi important de ne pas rester seul face à un doute ou à une incompréhension, en s'entraînant à plusieurs à travers un groupe de travail. «*Travailler en groupe vous aidera à mieux comprendre et intégrer certains concepts, à obtenir des perspectives différentes et à renforcer vos compétences en collaboration, qui font souvent la*

différence en milieu professionnel», conclut le spécialiste.

Enfin, il est conseillé de percevoir ces formations comme un outil de développement personnel, apte à impacter positivement notre vie, aussi bien professionnelle que personnelle. «*Une manière de grandir et nous élever*», conclut Meryem Chami Khazraji. □

Karim AGOUMI

Préserver sa vie privée

SUIVRE une formation continue revient aussi à penser aux retombées de cette démarche sur sa sphère privée. «*Le confort de vie des participants à ces cursus va être modifié pendant plusieurs mois, voire plusieurs années. Leur équilibre familial sera remis en cause lors de cette phase de transition*». Pour concilier les deux, il s'avère nécessaire de se réserver des temps calmes pour étudier à partir de chez soi ainsi que des périodes en commun avec ses enfants. «*Leur implication sera essentielle dans la réussite de ce projet*». □

UR | Rabat Business School
AACSB ACCREDITED

Boostez votre Carrière

- 12** EXECUTIVE MASTERS
- 4** LICENCES PROFESSIONNELLES
- 7** FORMATIONS CERTIFIANTES
- 1** EXECUTIVE MBA

Rejoignez la **Formation Continue** de **Rabat Business School**

Plus d'informations sur rbs.uir.ac.ma

AACSB ACCREDITED | EFMD GLOBAL | FT MASTERS IN MANAGEMENT 2023 RANKING | QS WORLD UNIVERSITY RANKINGS | 20 YEARS



Résoudre l'équation d'étudier en parallèle de son travail

Réussir un cursus de formation continue pour un professionnel en quête de nouvelles compétences n'est pas chose aisée. Opter pour cette voie implique en effet d'avoir mûrement réfléchi à sa valeur ajoutée

sur la carrière, et nécessite quelques sacrifices à opérer. Des lauréats parvenus à décrocher un diplôme tout en travaillant partagent leur recette.



Amal Rizki, lauréate mastère en management industriel à l'Esith

«Cultiver l'ouverture d'esprit et l'adaptabilité!»

«**M**ON mastère en management industriel à l'Esith, que j'ai décroché en 2013, m'a beaucoup servi pour ma carrière dans le secteur industriel. Après avoir gravé les échelons d'une société du domaine, passant du poste de commerciale à celui de responsable commercial, j'ai intégré Ikea en 2014 pour y occuper au bout de cinq ans le poste de B2B Manager. Forte de cette expérience, j'ai récemment créé ma propre entreprise dans le domaine. Mon retour aux études était guidé avant tout par ma soif d'acquérir de nouvelles compétences en logistique, en achat et en comptabilité, améliorant ainsi mes performances professionnelles. En effet, étant issue à la base d'une formation technique, je n'avais jamais étudié le domaine de la finance. Pour que l'expérience de formation continue soit bénéfique, il faut en premier lieu veiller à la choisir de manière éclairée et réfléchie. Le cursus pour lequel on opte doit être en accord avec son profil et les compétences que l'on souhaite développer. Il

faut aussi s'assurer de pouvoir se rendre disponible pour suivre ces cours et respecter à la lettre le planning imposé. Dès le départ, la personne doit comprendre qu'il s'agit d'un engagement et non d'une option! Enfin, cultiver l'ouverture d'esprit et l'adaptabilité sont des points à ne pas négliger. Vous serez amené à côtoyer des individus de générations parfois différentes et avec un autre état d'esprit que le vôtre».

«Se fixer régulièrement des objectifs à court terme»



Moulay Youssef Elouedghiri, lauréat master en gestion des ressources humaines à Esca EM

«APRÈS plus

de 20 ans de carrière dans les ressources humaines, occupant de 2011 à 2017 la fonction de directeur du capital humain au sein de M'dina Bus et reconduit à la même fonction à Alsa Casablanca de 2019 à aujourd'hui, j'ai choisi de retourner sur les bancs de l'école. J'ai pu décrocher en 2016 un master en gestion des ressources humaines à l'Esca et, plus récemment en 2023, un International MBA.

Une démarche qui représentait pour moi à la fois un challenge et une opportunité. J'aspirais derrière ce choix à une réelle évolution de carrière, visant à développer de nouvelles soft et technical skills. Mon autre objectif était de valoriser sur le marché mes compétences et de les faire reconnaître pour accroître ma valeur ajoutée.

Ayant expérimenté deux parcours de formation professionnelle diplômante, je considère que les deux principales clés pour réussir dans cette voie sont le niveau d'engagement personnel et la persévérance. Il ne faut en effet pas lâcher prise tout au long des 18 mois de cours, et se fixer régulièrement des objectifs à court terme pour ne pas être découragé par la trop grande charge de travail.

L'autre conseil que je peux vous donner consiste à conscientiser la valeur ajoutée de ces formations et leurs bénéfices sur votre carrière».

Karim AGOUMI

«Développer un background professionnel au préalable»



Moncef Dadoun, lauréat master en Business Administration à l'Université internationale de Casablanca

«**E**XERÇANT depuis plus d'une quinzaine d'années dans le digital en tant que formateur et entrepreneur, je suis actuellement à la tête d'une société de marketing digital ainsi que d'une structure de formation dans ces métiers. Néanmoins, je n'aurais pas pu évoluer dans ma carrière sans avoir décroché en 2013 mon master en Business Administration à l'Université internationale de Casablanca. Un Executive MBA qui m'a permis d'adopter une vision globale de manager et de me familiariser avec la gestion d'entreprise mais, également, de développer de solides compétences entrepreneuriales. Pour que la formation continue soit une expérience réussie, je conseille aux apprenants de ne pas s'y lancer avant d'avoir eu une expérience professionnelle au préalable. Un background qui vous permettra de mieux tirer profit des bénéfices de ces cours et de visualiser plus concrètement leurs applications sur le terrain».

HEM Executive Education

Passez à la vitesse supérieure dans votre carrière



MBA Management Général

Dauphine | PSL

UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
IAE PARIS
 SORBONNE BUSINESS SCHOOL

Master Pro Management de Projets

POLYTECH
 ANGERS

université
angers

Certificats Pro Digital, Leadership, RH, IFRS ...

Inscriptions ouvertes

hem.ac.ma ☎ 05 22 87 95 95

📞 06 61 17 37 85 | 06 61 14 61 69

LCI
 Education



**PROPULSER
MON LEADERSHIP**

DIPLÔME INTERNATIONAL



Etudiants salariés

Sous quel régime se former à l'université

■ En temps plein aménagé vs en mode continu

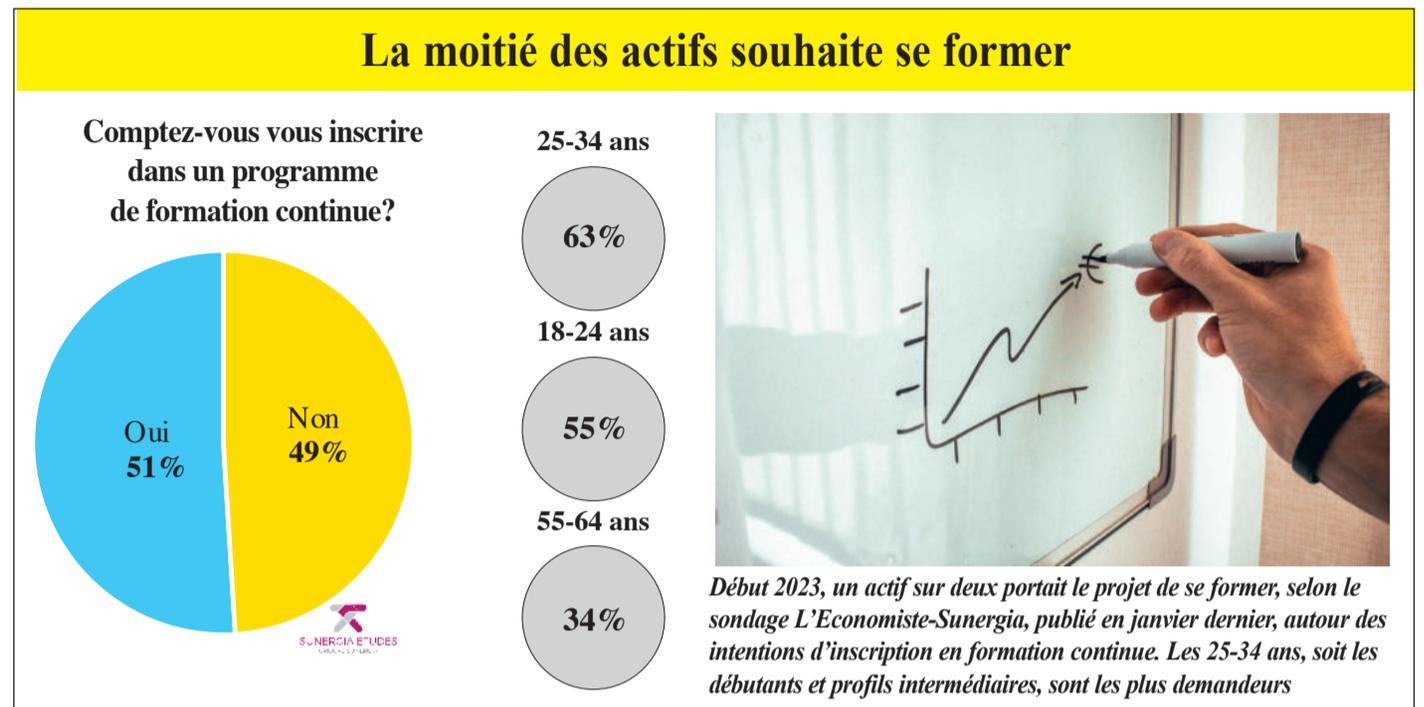
■ Deux modèles pour la même cible mais pas le même diplôme, ni le même tarif

LES fonctionnaires, salariés, entrepreneurs et indépendants sont nombreux à chercher à se former (voir illustration). Et ils sont aussi nombreux à faire confiance à l'université publique. Selon une enquête L'Economiste-Sunergia, publiée en janvier 2023, les trois quarts des sondés (73%) affirment faire confiance aux établissements de l'enseignement supérieur publics. Du côté des écoles et facultés, l'offre de formation continue de s'enrichir, malgré quelques couacs ça et là (problèmes de transparence, de gestion, d'emploi du temps...). «*Je pense que le moment est venu pour un bilan d'étape de cette expérience*», estime Farid el Bacha, président par intérim de l'université de Rabat.

Une fois à l'université, les actifs se retrouvent face à deux régimes: Le temps plein aménagé (TPA) ou la formation continue. Deux parcours pour la même cible, mais avec des diplômes et des tarifs différents. Comment s'y retrouver?

■ La formation en TPA coûte moins cher, et pourtant...

Bien qu'ils s'adressent à des professionnels, les parcours en temps plein aménagé (TPA) ne sont pas rangés dans la case «formation continue», ils relèvent de la formation initiale. «*Ils donnent droit à des diplômes d'Etat, et non à des diplômes d'université (DU)*», précise Farid El Bacha, président par intérim de l'université de Rabat. «*Les lauréats peuvent ainsi postuler dans les*



Les spécificités de chaque parcours

Formation en TPA	Formation continue
● Diplôme national	● Diplôme d'université
● Possibilité de candidater pour un concours de la fonction publique	● Formations sur des sujets pointus pour répondre à des besoins professionnels précis
● Possibilité d'enchaîner avec un master ou un doctorat d'Etat	● Plus de flexibilité sur les horaires et les programmes
● Un programme moins cher (parfois de moitié)	● Peut s'étaler sur seulement quelques mois

concours de la fonction publique, ou pour des masters ou des doctorats», ajoute Bouchta El Moumni, président de l'université de Tétouan.

Les participants accèdent aux mêmes programmes que ceux des jeunes étudiants à temps plein à l'université. La seule différence est celle de l'emploi du temps, qui est aménagé afin de tenir compte des contraintes des professionnels. «*Nous leur ouvrons les portes des établissements après les horaires normaux des cours, c'est-à-dire en soirée, et durant les week-ends. Nous avons milité pour que ce soit la seule différence. Les participants n'ont pas de traitement*

particulier parce qu'ils paient!», souligne El Bacha.

L'université de Rabat a été la première à recourir à ce modèle. D'autres lui ont emboîté le pas. Même si la formation en TPA donne le droit à un diplôme national, elle coûte moins cher. Un master en TPA à la faculté de droit Agdal, par exemple, est facturé environ 16.000 DH par an. A la fac de droit Aïn Chock de Casablanca, un master en formation continue est facturé deux fois plus, soit 30.000 à 35.000 DH par an.

■ Formation continue:

Un programme à la carte

«*Certains professionnels ne sont pas intéressés par un parcours universitaire pour préparer un diplôme national. Ils ont des besoins spécifiques et cherchent une formation pointue dans différents domaines: audit, droit, finance...*», relève Farid El Bacha. Ils sont ainsi à l'affût de programmes «à la carte», selon le président par intérim de l'université de Rabat, et avec des horaires et une organisation

Ce qui justifie la différence de prix

DEUX facteurs permettent d'expliquer la différence de prix entre la formation en TPA ou en mode continu. La première est liée à l'effectif. En proposant des diplômes d'Etat, la formation en TPA attire plus de prétendants. Le nombre d'inscrits est ainsi plus élevé, ce qui permet d'amortir plus facilement le coût du cursus. La formation continue, pour sa part, n'accueille que peu de participants (25 à 30 par promotion). Elle mobilise aussi plus d'experts intervenant sur des sujets pointus, et qui doivent être «correctement» rémunérés. □

flexibles. «*La formation répond ainsi à des besoins exprimés par les professionnels d'une région, afin d'acquérir de nouvelles compétences ou expertises*», appuie Bouchta El Moumni. Le diplôme décroché par les participants, accrédité par l'université, certifie leur parcours, mais ne leur offre pas la possibilité d'enchaîner avec un doctorat ou de candidater pour des concours de la fonction publique.

Autre différence entre formation en mode TPA et formation continue: la durée du cursus. La première se déroule sur trois ou deux ans, selon qu'il s'agisse d'une licence ou d'un master. Tandis que la deuxième peut aussi s'étaler sur seulement quelques mois. □

Ahlam NAZIH

Une réforme en préparation

ACTUELLEMENT, une réforme est en cours pour repréciser les conditions de la formation en TPA. «*Nous l'avons arrêtée cette année dans notre université, en attendant une réglementation claire sur la rémunération des enseignants et l'organisation des cours et des examens*», confie Bouchta El

Moumni. Cela risque-il de porter un coup aux recettes de l'université? «*Si nous n'avons pas les moyens juridiques clairs pour ventiler les recettes et les dépenser, cela ne sert à rien de les mettre dans des tiroirs*», répond le président de l'université de Tétouan. □

Certificat professionnel

Se spécialiser à vitesse grand V

■ Montée en expertise, coût étudié, flexibilité... Les avantages

■ Un sésame prisé sur le marché

■ Moins onéreux que le diplôme

LES certifications ont enregistré une forte croissance ces dernières années au Maroc. Ce mode de formation continue, que l'on compare souvent au diplôme, diffère de ce dernier par sa courte durée et son coût étudié. Une option qui pourrait s'avérer bénéfique pour entamer une carrière dans un domaine ne nécessitant aucun diplôme, ou pour se reconverter spécifiquement dans une industrie.

Destiné aussi bien aux particuliers qu'aux entreprises, le certificat s'adresse aux professionnels déjà engagés dans la vie active, qui souhaitent suivre une formation pour se spécialiser. «Le certificat vient en complément des connaissances préalablement acquises, soit après l'obtention d'un diplôme ou par acquis d'expérience sur le terrain. Son objectif consiste à consolider ses connaissances ou à en acquérir de nouvelles, en vue d'évoluer ou de se reconverter», nous éclaire à ce sujet Bouchra By, DG de LCI Education au Maroc et de HEM Business & Engineering School. Un document qui permet de montrer aux employeurs potentiels que l'on a suivi avec succès une formation dédiée à l'exercice d'un emploi spécifique.

Des compétences pointues mais «jetables!»

Ce titre se distingue du diplôme par sa durée particulièrement courte, s'adaptant parfaitement aux contraintes des cadres. «Les certificats sont conçus pour être plus succincts que les diplômes, ne dépassant généralement pas les 4 mois. A contrario, les diplômes sont des formations plus éten-



Les certificats de formation continue délivrés par les écoles et les universités et ceux octroyés par les cabinets spécialisés diffèrent en termes de portée éducative et de reconnaissance. Les écoles offrent des programmes élaborés par des professeurs collaborant directement avec des professionnels, apportant une vision à la fois académique et technique (Ph. Privée)

dues dans le temps, s'étalant généralement sur 12 à 24 mois, et comprenant des évaluations pour chaque module», confie le doyen de Rabat Business School, Olivier Aptel.

Autre trait distinctif, son caractère plus spécialisé que les autres formations continues, permettant d'acquérir rapidement des compétences pointues mais «jetables». «Le certificat offre l'avantage de porter sur un sujet précis et délivre aux participants les compétences techniques dont ils ont besoin pour répondre à une problématique donnée», explique Abdelmounim Belalia, DG de l'université Mundia-polis. Une «ultra-spécialisation» qui se veut également contraignante, puisque réduisant dans bon nombre de cas le spectre de connaissances de ses apprenants. «Le certificat n'est pas le mode de formation adéquat pour approfondir la connaissance d'un domaine donné. C'est la raison pour laquelle sur un CV, un diplôme compte plus que plusieurs certificats», tient à préciser le DG.

En effet, en se concentrant uniquement sur des compétences spécifiques, ces derniers peuvent parfois manquer de diversité et d'approches latérales qui sont présentes dans des programmes plus larges comme les executive mas-

ters. «Les executive masters apportent, au-delà des compétences techniques, des soft skills ainsi que des compétences comportementales stratégiques pour sa carrière», souligne Aptel.

Des tarifs qui dépendent de plusieurs facteurs

Parmi les autres différences de taille entre les deux cursus, le coût sensiblement moins élevé que celui du diplôme. «Les certificats de formation continue sont moins onéreux que les diplômes», assure Belalia. «A Rabat Business School, le coût avoisine les 15.000 DH pour une formation de 4 mois», illustre Aptel. Un tarif qui varie suivant la durée du programme, le prestataire de la formation, le niveau de spécialisation, la notoriété des experts mobilisés ou encore, le domaine d'étude. Un dernier critère qui fait bien souvent la différence en termes de budget alloué. «Les programmes de formation continue en technologie, management ou encore en finance peuvent être plus onéreux en raison de leur spécialisation qui nécessite l'intervention d'experts nationaux, mais aussi internationaux de haut niveau», précise Bouchra By.

Le document est particulièrement prisé sur le marché marocain dont les employeurs reconnaissent davantage la valeur, notamment dans les domaines de la gestion, du marketing, des technologies de l'information et d'autres spécialisés. «Les certificats démontrent l'engagement du professionnel à se former continuellement et à vouloir actualiser ses compétences», précise Bouchra By. Un «cachet» revalorisé ces dernières années par l'essor des formations hybrides et distancielles. □

Karim AGOUMI

Offres groupées

LES demandes de certificats peuvent concerner des formations groupées émanant d'entreprises cherchant à renforcer l'expertise de leurs employés dans des domaines spécifiques. Il peut s'agir de groupes de personnes appartenant à une seule et même structure, ou provenant de différentes entreprises. Leur point commun? Chercher à se spécialiser dans des domaines précis comme le leadership, l'administration des ressources humaines ou encore le tourisme. «Les formations en groupe dispensées pour les entreprises donnent lieu à des certificats mettant en valeur l'investissement du salarié qui a assisté et suivi la formation en question», souligne Abdelmounim Belalia. Une manière de maximiser ses avantages et de créer un environnement d'apprentissage collaboratif. □

Une démarche en partie remboursable

LE contrat spécial de formation (CSF) est le dispositif d'aide à la formation le plus connu. Il s'agit d'un régime géré par l'OFPPT, qui permet aux entreprises de bénéficier d'un remboursement partiel du coût de la formation délivrée à leurs salariés. Pour en profiter, les entreprises intéressées doivent effectuer une demande aux organismes de formation agréés. «La fourchette de remboursement peut atteindre les 70% en fonction des conditions établies», nous apprend à ce sujet Bouchra By. Une initiative contribuant à encourager les structures marocaines à investir dans le développement professionnel de leurs employés. Toutefois, en raison de sa complexité, peu d'entreprises en profitent (voir page VIII). □



Formation continue: Une loi pour rien?

■ Aucune avancée majeure depuis l'introduction du nouveau texte en 2018

■ Le patronat espère du concret en 2024

IL y a cinq ans, les entreprises pensaient pouvoir enfin bénéficier d'un système de gestion et de financement de la formation continue simple et efficace. Un système revisité, qui leur permettrait de faire monter leurs collaborateurs en compétence, sans passer par un véritable parcours du combattant pour le remboursement. Cinq ans après, c'est la désillusion. Covid est passé par là, et le gouvernement El Othmani a lancé la patate chaude à son successeur en octobre 2021. Les principales dispositions de la loi 60-17 relative à la formation continue, promulguée en octobre 2018, sont restées lettre morte. Les procédures sont toujours aussi compliquées et seulement 0,5% des entreprises, selon la CGEM, parmi les plus grandes, continuent de profiter des remboursements.

Le patronat garde néanmoins espoir en un dénouement rapide pour ce dossier. «La gouvernance prévue par la nouvelle loi n'est pas encore en place, et des décrets ne sont toujours pas publiés. Mais nous ne désespérons pas, car nous avons l'engagement du ministre de l'In-



Seule une infime partie des entreprises continue de bénéficier du mécanisme de remboursement de la formation continue, pour un budget annuel autour de 700 millions de DH

clusion économique, Younes Sekkouri. Nous devrions avoir du concret pour 2024», confie Karim Cheikh, président de la commission Capital humain de la CGEM. Le patronat avait présenté des amendements au nouveau texte en 2022. Depuis, pas de nouveautés.

Ce qui devait être réalisé

La loi a apporté plusieurs avancées, à commencer par une nouvelle structure rattachée à l'Ofppt, chargée de préparer un plan d'action annuel pour la formation continue. Une entité qui n'a toujours pas vu

le jour. Parmi les acquis également, l'intégration de la formation à l'initiative des actifs, qu'ils soient salariés ou non, et non plus seulement des entreprises. «Il s'agit d'un acquis formidable, pour lequel nous avons bataillé», souligne Mohamed Slassi Sennou, membre du Conseil supérieur de l'éducation, ancien président de la commission Formation professionnelle au sein de la CGEM. Il est aussi ex président du directoire de l'Observatoire des métiers et compétences des branches professionnelles de la CGEM. Un orga-

nisme qui a cessé de fonctionner, depuis qu'il l'a quitté fin 2020. Les collaborateurs sont, en outre, censés bénéficier d'un congé formation de trois jours par an, cumulables sur cinq ans. Le schéma revisité prévoit, par ailleurs, des bilans de compétences pour les salariés, ainsi que le mécanisme de validation des acquis de l'expérience professionnelle (voir page X), leur permettant de faire valoir leur expérience pour décrocher des diplômes ou certificats. Là encore, pas de concret. □

Ahlam NAZIH

Un dispositif simple et digitalisé

«CE que nous souhaitons, c'est un dispositif simple avec une structure autonome pour la gouvernance, et un système digitalisé. Les entreprises en ont marre de remplir des papiers! Il y a aussi la loi-cadre sur l'enseignement qui évoque la formation tout au long de la vie, la formation par apprentissage, la formation par alternance... Avec tous ces mécanismes les entreprises seraient gagnantes. Il faudrait qu'ils soient mis en chantier de la manière la plus transparente et la plus correcte possible».



Karim Cheikh, président de la commission capital humain de la CGEM (Ph. Privée)

Besoin d'un leadership institutionnel

«RIEN ne nous empêche de commencer à jeter les bases de cette réforme et de sortir les décrets. Nous avons tous les éléments pour travailler, malheureusement, nous ne rassemblons pas tous les puzzles dont nous disposons pour créer l'image que la vision stratégique nous promet. Pour avancer, nous avons besoin d'un leadership institutionnel capable de porter ce projet et d'affronter toutes les difficultés».



Mohamed Slassi Sennou, membre du Conseil supérieur de l'éducation (Ph. Privée)

Les réserves des employeurs

TOUTES les dispositions de la nouvelle loi sur la formation professionnelle n'ont pas reçu la bénédiction du patronat. En termes de gouvernance, par exemple, l'Ofppt a été mis au centre de tout le dispositif. Or, sa «mainmise» depuis de nombreuses années sur le système a longtemps été mal perçue, certains considérant que le bras formation de l'Etat est à la fois «juge et partie». «Le financement fait également partie des points noirs. En élargissant le champ des actifs concernés nous passons de 3 à près de 10 millions de bénéficiaires potentiels, mais sans ressources supplémentaires. Le montant alloué jusque-là est déjà largement insuffisant», estime Mohamed Slassi Sennou.

La formation continue est financée par la taxe sur la formation professionnelle payée par les entreprises. 30% de cette taxe y sont consacrés, tandis que 70% sont alloués à la formation initiale des stagiaires de l'Ofppt. Chaque année l'enveloppe accordée tourne autour de 700 millions de DH, pour près de 1.500 entreprises bénéficiaires. Pour en profiter, les sociétés passent toujours par les contrats spéciaux de formation (CSF) et les Groupements Interprofessionnels d'Aide au Conseil (GIAC), alors qu'ils sont censés disparaître.

Le patronat a, par ailleurs, émis des réserves sur le congé formation individuel et sur le financement de la formation initiée par le salarié lui-même. «Ainsi, la loi, telle qu'elle a été construite reste inapplicable», déplore Slassi. □



L'école des nouveaux métiers
du Journalisme et de la Communication



DÉCOUVREZ NOS FORMATIONS PROFESSIONNELLES

PERSONNALISÉES ET SUR-MESURE !

- Communication interne
- Journalisme radio
- Prise de parole
- Journalisme télé
- E-réputation
- Presse écrite

Et bien plus encore !

EN SAVOIR PLUS

www.esjc.ma

0600968740

37, Rue Tata - Casablanca



Transformer son expérience en diplôme: Une option qui se fait attendre

■ La validation des acquis professionnels toujours pas activée

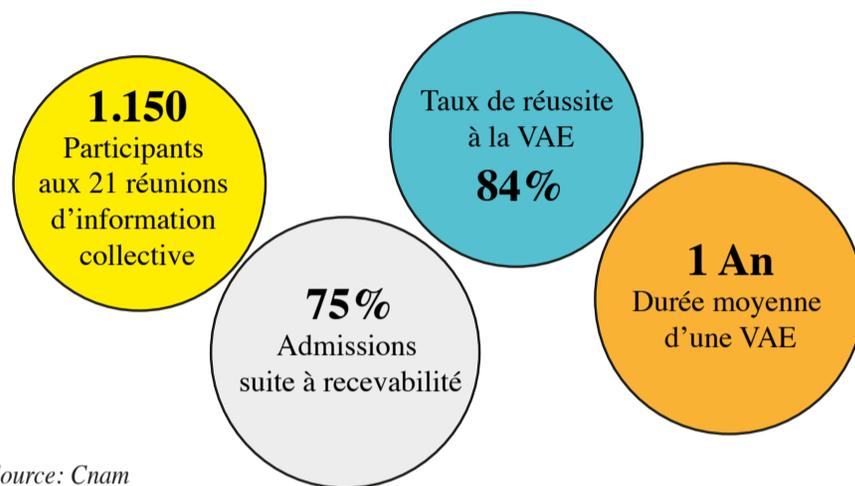
■ Pourtant prévue par la loi sur la formation continue

MOHAMED est un jeune commercial ayant des compétences indéniables en informatique. Très ambitieux, il opte pour une reconversion professionnelle et décide de faire carrière dans les nouvelles technologies. Toutefois, les entreprises lui exigent un diplôme pour accéder à un emploi. Pour faire valoir son expérience et ses compétences dans le domaine de l'informatique, il opte pour la validation des acquis de l'expérience (VAE). De quoi s'agit-il? C'est une procédure qui permet aux professionnels la reconnaissance de leurs compétences et acquis pour obtenir une certification professionnelle ou un diplôme. La VAE constitue ainsi une nouvelle voie d'accès à ce sésame, en dehors du système de formation initiale.

Très en vogue en France, ce dispositif en est à ses balbutiements au Maroc. Une première expérience pilote a été menée en 2008 par le département de la formation professionnelle. Cette opération a été menée dans le cadre du programme de coopération maroco-française dans le secteur du bâtiment-travaux publics (BTP), en partenariat avec la FNBTP (Fédération nationale

La validation des acquis en chiffres au Cnam

(données de septembre à juin 2021)



du bâtiment et des travaux publics). Bilan: 138 attestations ont été délivrées aux candidats durant la période 2008-2010. Ensuite, l'expérience a été élargie à d'autres secteurs à savoir le textile-habillement, le tourisme-hôtellerie, l'artisanat, l'agroalimentaire et l'automobile.

Toutefois, l'absence d'une réglementation spécifique freine son développement. Le ministre de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences avait annoncé en 2021 que le gouvernement va activer ce dispositif prévu par la loi sur la formation continue de 2018. Depuis, le projet traîne. En attendant un cadre juridique spécifique, quelques établissements ont mis en place ce système. Parmi eux, le Conservatoire

national des arts et métiers (CNAM) Maroc. Cet établissement est la représentation officielle du Cnam France.

«La VAE présente plusieurs avantages, notamment la valorisation de l'expérience et des compétences acquises, et l'accès aux opportunités d'évolution dans l'entreprise ou de reconversion. Elle est aussi considérée comme un outil indispensable pour les entreprises en matière de gestion prévisionnelle des emplois et compétences. Elle permet d'affirmer les compétences des salariés, de les motiver et de favoriser un impact positif sur la productivité», souligne Hassan El Mokhtari, représentant délégué du Cnam Maroc.

Toute personne sans limite d'âge peut prétendre à ce dispositif. Seule condition requise: une année d'expé-

Disponible à l'ESA aussi

L'ECOLE supérieure des affaires de Casablanca (ESA) a également mis en place un dispositif d'accompagnement qui consiste à transformer l'expérience professionnelle au sein de l'entreprise dans les domaines du commercial, de la gestion et du management. La VAE permet ainsi au candidat d'obtenir un des diplômes français proposés par l'ESA. Conditions requises: justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans exercée dans les métiers du commerce et de la gestion. □

rience professionnelle à temps complet en rapport avec le diplôme visé. Le candidat devra justifier de l'expérience acquise et être capable de démontrer son expertise. Le candidat doit constituer un dossier de validation en décrivant son expérience, les activités qu'il exerce ou a exercé, et ses compétences acquises lors de son parcours professionnel. Le dossier est ensuite examiné par le Cnam pour déterminer s'il remplit les critères requis. Vient ensuite la phase d'évaluation du dossier. Cette étape est suivie d'un entretien avec le jury, qui décide de valider tout ou une partie du diplôme visé. □

K. S.

«Un dispositif toujours peu connu!»

- L'Economiste: La VAE fait-elle l'objet d'une forte demande?

- Hassan El Mokhtari: Au Maroc, nous recevons sur notre plateforme de candidature Diva (sdnf.cnam.fr/diva) près d'une dizaine de candidatures par mois principalement sur des diplômes de licence. Il existe un réel besoin de faire connaître davantage ce dispositif notamment auprès des entreprises.

- Quels sont les domaines ciblés?

- Les domaines couverts sont vastes et correspondent à l'offre de diplomation et de certification du Cnam, allant des sciences à la technologie, en passant par le management, l'informatique, etc. Plus

de 1.500 filières de formation préparant à plus de 350 métiers sont accessibles par la VAE.

La personne ayant validé sa VAE obtient le même diplôme qu'une personne ayant suivi une formation classique.

- A combien s'élèvent les frais?

Les frais correspondent à toutes les étapes d'accompagnement du candidat à la VAE. Ils sont de 15.000 DH pour l'ensemble du processus d'accompagnement.

- Quid du cadre juridique au Maroc sur ce système de validation des acquis de l'expérience?

- Faute de réglementation spécifique au Maroc, le Cnam Maroc



Hassan El Mokhtari, représentant délégué du Cnam Maroc

propose un dispositif de VAE relatif à l'offre de formation diplô-

mante et certifiante du Cnam Paris. Le Cnam a piloté au Maroc un projet financé par l'Union européenne et relatif à la formation tout au long de la vie. Plus d'une dizaine d'universités marocaines ont participé à ce projet pour former les acteurs de la formation continue sur ces dispositifs de validation des acquis de l'expérience. Plus de 200 personnes ont participé à ces actions de formation afin d'assurer l'activité de conseiller VAE. Nous espérons avancer avec le ministère marocain de l'Enseignement supérieur sur la mise en place de ce dispositif au Maroc. □

Propos recueillis par
Khadija SKALLI

MBA en ligne, une hérésie?

■ Un modèle qui trouve bien une clientèle dans le monde

■ Une seule business school parmi les plus cotées au Maroc s'y positionne

UN MBA, c'est un programme intensif de formation en management pour cadres. Mais c'est aussi une série d'activités de groupe permettant de créer des liens forts entre les participants, et du networking ouvrant de précieuses opportunités professionnelles. D'aucuns qualifient le parcours d'expérience «transformatrice». Cela fait dire à certains patrons de business schools que la version en ligne du MBA n'est pas plus qu'une «hérésie». Pourtant, des écoles offrent bien ce modèle, partout dans le monde, généralement pour un coût inférieur à celui du présentiel. Au Maroc, Africa Business School (ABS), l'école de commerce de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), est la seule parmi les plus cotées à avoir parié sur le MBA en distanciel.

«Le présentiel, c'est un échange, et une énergie qui se crée et fait partie intégrante du parcours de formation et de transformation des participants. Il permet aussi un réseautage difficile à développer à distance. Le online ne peut être qu'un complément de formation», estime Younès, jeune cadre lauréat d'un MBA marocain en 2023. «Par ailleurs, quand je prends ma voiture, me rends à l'université et intègre une enceinte pour assister à un séminaire, c'est un message que j'envoie à mon cerveau. La dimension spatiale a une influence sur l'implication dans le programme», ajoute-t-il.

Pour François Therin, directeur du MBA online d'ABS, et qui enseigne depuis 20 ans en ligne, ce genre de réflexion est plutôt «classique», émanant de personnes n'ayant pas essayé le modèle. Le MBA en distanciel vient répondre à une demande précise, selon Therin. Il s'adresse à deux catégories de profils: ceux qui, pour des raisons professionnelles ou familiales, ne disposent pas de suffisamment de temps ou de flexibilité pour s'inscrire dans un MBA. Et ceux qui ne sont pas satisfaits de l'offre de formation disponible près de chez eux, et ne peuvent se déplacer ailleurs. «Il s'agit donc d'un choix conscient par rapport à leurs contraintes. Ces catégories re-



Le MBA en ligne s'adresse à deux catégories de profils: ceux qui ne disposent pas de suffisamment de temps ou de flexibilité pour s'inscrire dans un MBA. Et ceux qui ne sont pas satisfaits de l'offre de formation disponible près de chez eux

présentent un véritable marché dans le monde», souligne le responsable du cursus.

En termes d'échanges entre participants, ils s'effectuent à travers les forums. Les étudiants collaborent aussi

pour des travaux en groupe, en passant par des visioconférences, ce qui peut favoriser des «amitiés professionnelles». «Même si le schéma est différent, ce qui peut susciter des craintes, le niveau d'interaction et de network-

king est très élevé», soutient Therin.

Pas de déplacement ou de voyage à l'international, à l'instar de celui organisé dans le cadre de l'Executive MBA offert en présentiel. Néanmoins, l'école envisage la possibilité de proposer bientôt cette option, ainsi que des séminaires en présentiel, pour ceux qui le souhaitent. □

Ahlam NAZIH

Flexibilité encadrée



ABS, aucune obligation de se déplacer. Même la sélection (sur dossier et entretien) s'opère à distance. Les cours sont souvent asynchrones, et les étudiants peuvent y participer quand ils le souhaitent, via des forums. «Toutefois, même si nous sommes flexibles, nous avons un rythme bien cadré. Les cours se déroulent sur 11 semaines», précise François Therin. «Les échanges sont par écrit, et cela évite certains biais», poursuit-il. En effet, dans cette configuration, pas de «gêne» pour les personnes introverties, et pas de monopole de la parole non plus, par ceux qui adorent s'écouter. «Dans ce cas, vous avez zéro interaction! En revanche, à l'écrit vous avez le temps d'interagir et d'approfondir des idées», fait remarquer le directeur du MBA online. □

Des coaches individuels

LES apprentissages du MBA online d'ABS sont en mode distanciel, mais les participants ne sont pas abandonnés pour autant. Chacun a droit à un coach individuel qui lui est assigné dès le démarrage des cours, l'aidant à développer sur un «portefeuille de compétences». Les participants travaillent, en outre, en groupe sur des projets concrets à déployer, en collaboration avec des entreprises. Le programme est décliné selon des thèmes majeurs pour les managers (leadership change, entrepreneurship, creating value...), à travers lesquels des disciplines managériales classiques sont abordées (marketing, finance...). □

Enlighten. Lead. Change.



**Join one of
the world's Top 10
Business Schools**

EMBARK ON YOUR SUCCESS STORY AT ESSEC AFRICA

**THREE CAMPUSES, ONE EXCEPTIONAL JOURNEY
RABAT - CERGY - SINGAPORE**



**BUSINESS
EDUCATION
2023**

#9

European
Business School

#5

Master in
Management

#3

Master in
Finance

#9

Executive
Education Programs

GLOBAL BBA

Program Offered
in French and English

**Ranked #1 Bachelor
in France according to**

- ▶ Le Point
- ▶ Challenges
- ▶ L'Étudiant
- ▶ Parcoursup
- ▶ L'OBS
- ▶ Le Figaro Étudiant

EXECUTIVE EDUCATION

- ▶ Certificates
- ▶ Customized Programs

TRIPLE CROWN



ESSEC Africa Campus - Plage des nations - Rabat, Morocco

CONTACT US: +212 (0) 5 37 82 40 00

IN AFRICA FOR THE WORLD